



8

TERRITOIRES



MISSION VASSEUR : QUELS BÉNÉFICES POUR LE TERRITOIRE ?

Le 31 décembre, Philippe Vasseur achèvera officiellement la mission qui lui avait été confiée, dix-huit mois plus tôt, par Emmanuel Macron, alors Ministre de l'économie, et Xavier Bertrand, nouvellement élu président de Région, pour faciliter le développement économique dans les territoires. Pour quels actions et résultats ?

Mai 2016. Le Ministre **Macron** annonce la relocalisation, près de Saint-Amand (Nord), d'une partie des activités de l'équipementier aéronautique Safran. Il a, avec lui, la lettre de mission qu'il s'apprête à confier à **Philippe Vasseur** qui achève alors son mandat de président de la CCI de région Nord de France. Finalement, elle ne sera pas signée en l'état. L'ancien Ministre de l'Agriculture, président de banque mutualiste, devenu l'initiateur du Forum Mondial de l'économie responsable et de la Troisième Révolution Industrielle, voit les choses un peu différemment, avec une fonction plus adaptée. Il parvient à imposer un rôle de tiers de confiance qui fasse l'interface entre l'État et la Région, pour favoriser le développement économique dans les régions en étant, avant tout, au chevet de sept territoires jugés prioritaires.

AU CHEVET DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS

« Cette forme de neutralité nous a permis d'ouvrir un dialogue différent avec les services de l'État et le monde de l'entreprise » juge aujourd'hui P. Vasseur, jetant un regard sur la méthode avant d'aller au fond du sujet. Dans le détail des fonctions, le commissaire spécial et son équipe (composée de six personnes, provenant à part égale de l'État, de la Région et du

réseau consulaire) avaient, avant tout, une mission de soutien aux entreprises, dont certaines en grandes difficultés (« ce n'était normalement pas mon boulot, et tout n'a pas été réglé » lance le commissaire spécial, citant au passage les turbulences qui ont secoué l'entreprise Tim basée à Quaëdyre). La « task force » aura traité 121 dossiers d'entreprises en situation délicate. 69% d'entre eux provenaient de l'ex-région Nord-Pas de Calais, 31% de l'ex-Picardie, avec une large part dévolue à l'industrie (75%), suivie de loin par les services (21%) et l'agriculture (4%).

IMPLANTATIONS D'ENTREPRISES EXTÉRIEURES FAVORISÉES

Au-delà de ce « cas par cas », le commissariat spécial pour la revitalisation et la ré-industrialisation des Hauts-de-France avait pour mission le pilotage d'actions structurantes, susceptibles de modifier à plus long terme le paysage (et la compétitivité) régionale. C'est le cas du dispositif exceptionnel imaginé pour faciliter les implantations à capitaux étrangers, d'envergure, dans la région. Obtenu au prix d'un accord Etat/Région, il est réservé « à des dossiers à la fois importants, - en matière de taille d'investissements et d'emplois créés - et complexes, au travers de contraintes administratives » expliquait **Yann Pitollet**, directeur général de l'agence de développement économique NFI (Nord France Invest)

dans notre dernier numéro. Signé, pour la première fois, en mars dernier avec le chinois BYD (assorti d'une promesse de 400 emplois dans le Beauvaisis), ce contrat « premium » devrait être à nouveau dégainé avant la fin de l'année, si la Wallonie, avec qui les Hauts-de-France sont en compétition, n'emporte pas le morceau. Un millier d'emplois sont en jeu, et l'on sait, désormais, que l'implantation concernera le secteur du e-commerce.

LA MANNE PIA SCRUTÉE DE PRÈS

Le Programme d'Investissements d'Avenir, piloté par l'État et garantissant des mannes substantielles aux lauréats, aura fait couler beaucoup d'encre, en particulier dans la région. En son sein, des appels à projets comme les LABEX ou les IDEX se sont souvent soldés par des échecs cuisants dans la région pour les plus importants, mais pas toujours. En Hauts-de-France, plus de trois cents dossiers ont été sélectionnés par le PIA mais, selon le commissariat à la revitalisation, les réponses aux appels à projets sont loin d'être optimisées. « Nous nous sommes rendus compte que les entreprises n'emargeaient pas autant qu'elles le pouvaient sur le PIA ». Il semblerait même qu'elles auraient pu, à ce jour, prétendre à 4Mds€ de subsides qui ont, depuis, pris la tangente... de quoi améliorer des résultats régulièrement pointés du doigt ?



LA FILIÈRE FERROVIAIRE, EN ORDRE DE MARCHÉ ?

« Nous nous vantons, à juste titre, d'être la première région ferroviaire de France. Nous avons constaté que, si la filière existait bien, nous ne savions pas très bien comment elle était constituée... C'est, en fait, un ensemble d'acteurs qui ne constitue pas véritablement une filière, et je pèse mes mots ». Sollicité par le Préfet pour dresser une feuille de route pour cette dernière, Philippe Vasseur dressait un constat sévère à l'encontre du monde ferroviaire régional, à l'occasion d'un entretien qu'il nous avait accordé, en mars 2017, pour faire le point sur sa mission à mi-parcours. Dix mois et une cinquantaine d'auditions plus tard, la filière est-elle revenue sur de bons rails ? « Le soldat Railenium est sauvé » confie aujourd'hui le commissaire général à la revitalisation. Il y a peu, le Commissariat Général à l'Investissement, gestionnaire du PIA, est vraisemblablement passé à deux doigts de couper les robinets à l'Institut de Recherche Technologique (IRT) Valenciennois, épinglé notamment pour s'être dispersé sur l'élaboration de la boucle ferroviaire d'Aulnoye-Bachant. Un projet abandonné auquel se substituera le centre d'essai de Petite Forêt. C'est ce que nous annonçait, dernièrement, **Yves Ramette**, président de Railenium, également nommé à la tête... du pôle de compétitivité I-Trans et qui vient de recruter un directeur général unique pour les deux structures. La mission Vasseur a, par ailleurs, œuvré à la création d'un secrétariat général permanent de la filière ferroviaire, pour veiller sur cet atout régional qui devrait être davantage valorisé dans le monde académique et universitaire, notamment via un cursus commun entre l'Université polytechnique de Valenciennes et l'Institut Catholique de Lille.

TIRER PARTI DE REV 3

Dans l'Aisne, l'action du commissariat spécial devrait permettre l'émergence d'une filière d'éco-construction et d'éco-innovation, avec le concours des trois chambres consulaires du territoire (CCI, Chambre d'agriculture et Chambre des métiers). « Nous avons été porteur de ce qui est en train de se mettre en place à Fourmies » explique P. Vasseur. Outre l'ambition de faire de Fourmies une ville autonome en énergie d'ici 2050, **Sébastien Lecornu**, secrétaire d'Etat à l'écologie, souhaiterait-il faire de la ville un démonstrateur national des contrats de transition écologique ? L'un des grands chantiers 2018, en région, devrait aussi être celui de la bio-économie à en croire Vasseur. Le fait qu'il ait, directement, œuvré à l'acceptation et au développement d'une Troisième Révolution Industrielle, à partir du Master Plan Rifkin, n'y est pas étranger. Il y a, bien sûr, la volonté de faire des Hauts-de-France une région pionnière sur la méthanisation et la première région d'Europe sur le biométhane injecté. Arras va, prochainement, accueillir un technocentre dédié et « tous les acteurs souhaitent faire des choses ensemble » sur le sujet. « En prenant bien en compte un problème que nous ne pouvons ignorer dans le monde industriel. Il faut que nous prenions en considération l'acceptabilité des projets, en travaillant notamment avec le monde agricole et les collectivités ». Si P. Vasseur ne souhaite pas être son propre successeur, la fonction (bénévole) ne devrait pas être reconduite en l'état. « Mais les dossiers en cours vont se poursuivre » assure son architecte en chef. Ceux en lien avec Rev3 ayant de grandes chances d'être suivis de près par celui qui les a initiés. Il devrait, d'ailleurs, œuvrer l'an prochain au lancement de dix projets structurants sur autant de territoires démonstrateurs et sur lesquels des crédits européens seront sollicités. Pour, à terme, espérer créer de nouvelles filières, des vocations et de l'emploi.

GUERRES DE CHAPELLES, FREINS INDÉPASSABLES ?

Ne cédant pas au satisfecit généralisé, P. Vasseur déplore, tout de même, son incapacité de n'être parvenu à rassembler les territoires pour les faire travailler ensemble sur un même sujet, prenant l'exemple de l'action « Territoire d'Innovation Grande Ambition », toujours inscrite dans le cadre du PIA (Plan d'Investissements d'Avenir). A la clé, une enveloppe confiée par l'État à la Caisse des Dépôts, dotée nationalement de 450M€ pour « les projets originaux associant un haut niveau d'innovation et un écosystème territorial ». Sur quarante dossiers pré-sélectionnés, vingt dossiers représentatifs de vingt territoires devaient émerger et bénéficier de dotations substantielles. « Nous souhaitons, Commissariat Général à l'Investissement, mettre tous les territoires autour de la table pour trouver un fil conducteur et assurer une présentation globale, au moins sur le versant Nord-Pas de Calais. Nous n'avons pas réussi à obtenir cette convergence en région. Chaque collectivité a voulu présenter son dossier » révèle Vasseur. Sur les quarante dossiers de la première phase, un seul a été retenu dans la région, celui de Dunkerque, au milieu de sollicitations aussi diverses que Fourmies, Valenciennes Métropole ou la MEL (Métropole Européenne de Lille), selon le commissariat général. « J'espère que cet échec pourra être salutaire et montrer enfin qu'à force de travailler chacun dans son coin, on ne s'en sortira jamais ». Un vœu et un souhait qui deviennent plus que pressants devant la multiplication des échecs enregistrés dans la région faute d'une véritable volonté des territoires de travailler... ensemble !

Jonathan Blanchet